Antoine Delenda

Préface d'Emmanuel Leroy-Ladurie

Vichy, journal d'un opposant de l'intérieur

Présentation de Philippe de Saint-Robert

François-Xavier de Guibert

Histoire essentielle

VICHY, JOURNAL D'UN OPPOSANT DE L'INTÉRIEUR

Antoine Delenda

Ministre plénipotentiaire (1888-1943)

Vichy, journal d'un opposant de l'intérieur

« Plus tard, quand le chauchemar sera terminé… »

Préface d'Emmanuel Leroy-Ladurie

Présentation de Philippe de Saint-Robert

François-Xavier de Guibert
10, rue Mercœur, 75011 Paris

© F.-X. de Guibert, Paris, 2010
ISBN : 978 2 7554 0325 1
ISBN pdf : 9782755411324

Tant de lâches grandis par les troubles civils...

Victor HUGO

BIOGRAPHIE RÉSUMÉE D'ANTOINE DELENDA

15 novembre 1888	Naissance à Port-Saïd (Égypte), fils de Joseph Delenda alors drogman-chances au consulat de Port-Saïd et futur consul de France. Licence en droit.
27 mars 1912	Caporal (cité à l'ordre de la 8e D.I. pour son zèle dans l'instruction des soldats.
2 septembre 1912	Fin du service militaire avec grade de sergent (11e R.I. – 4e C.A.).
22 août 1914	Très grièvement blessé le 22 août 1914 au combat de Virton. A dû faire le mort pour les Uhlans qui achevaient les blessés avant d'être fait prisonnier le même jour et interné et soigné à Gottingen.
5 mars 1916	Cité à l'ordre de la 8e D.I.
20 août 1916	Attaché à la Direction administrative du ministère des Affaires étrangères.
20 sept. 1917	Attaché au ministère du Blocus.
29 mai 1918	Attaché de Chancellerie.
15 août 1919	Consul suppléant de 2e classe.
6 décembre 1920	Décoré de la Médaille militaire.
15 août 1921	Consul de 3e classe.
15 avril 1925	Consul de 2e classe.
23 juillet 1925	Chevalier de la Légion d'honneur.
31 décembre 1926	En disponibilité sur sa demande (Dette ottomane, banque ottomane à Istamboul).
27 décembre 1930	Convocation télégraphique pour déposer le « 5 ou 6 janvier 1931 » devant la Commission d'enquête

	de la Chambre des députés (Affaire Oustric). Sa mémoire et sa rigueur en ont fait un témoin important qui a sauvé son ministre.
26 décembre 1931	Réintégré en activité et placé hors cadre à la disposition d'un Haut commissariat en Syrie.
	Consul de 1re classe et maintenu hors cadre.
15 mai 1936	Consul général.
24 février 1939	Officier du Mérite agricole (suite à des accords étrangers négociés par lui).

PRÉFACE D'EMMANUEL LEROY LADURIE

Philippe de Saint Robert a bien voulu me transmettre les Cahiers rédigés entre 1940 et 1943, date de sa mort, par Antoine Delenda, diplomate resté à Vichy tout au long de cette période et notant, au jour le jour, une quantité d'informations du plus grand intérêt, tant sur l'état d'esprit – dont il se sépare – de l'administration de ce qui s'intitulait l'État français, que sur la façon dont les Allemands n'ont cessé, en les violant, d'appliquer les conventions d'armistice.

Le témoignage d'Antoine Delenda constitue un point de vue doublement original dans la mesure où il n'est pas seulement anti-collaborationniste mais très rapidement anti-vichyste, en dépit du respect qu'il conserve dans un premier temps au maréchal Pétain – qu'il juge rapidement irresponsable.

L'intérêt de ce témoignage se rehausse du fait qu'il s'enracine dans le système de Vichy, observé et décrit de l'intérieur. C'est un point de vue d'autant plus rare que, si beaucoup de « vichystes » étaient incontestablement anti-allemands tout en pensant jouer au plus fin, telle n'est pas l'attitude d'Antoine Delenda auquel la suite des événements donne raison.

L'auteur, en effet, témoigne dès 1940 d'une grande lucidité, qui rejoint celle, bien que le niveau soit évidemment différent, qui ne cessa de s'exprimer à Londres sous l'égide du général de Gaulle. C'est à la fois en moraliste (et en personne politique réfléchie) qu'il fait, dès l'armistice, le pari de la défaite allemande (laquelle était loin d'être évidente à Vichy). L'intérêt de ce témoignage – qu'on pourra juger un « quai d'Orsay » en esprit, avec les avantages et les particularités du genre, réside dans la très grande connaissance que l'auteur possède, de l'intérieur, des innombrables dossiers qui lui passent sous les yeux, ainsi que du personnel de l'État français dont les acteurs, dans la petite principauté de Vichy, vivaient, si l'on peut dire, les uns sur les autres... Antoine Delenda connaît tout particulièrement les questions de ravitaillement, de confiscation de denrées et de biens, et surtout du non-respect par les Allemands des clauses de l'armistice, à commencer par la quasi-annexion de l'Alsace-Lorraine. L'historiographie allemande actuelle insiste elle-même sur le fait que la puissance occupante se livrait en France à de constants pillages. Nous en trouvons, dans les notes d'Antoine Delenda, des illustrations au jour le jour, qui mettent en relief la lâcheté d'une administration

vichyste soucieuse de ne jamais déplaire à l'occupant et n'osant pas même, ou si peu, lui rappeler ses engagements et sa signature.

À tous égards, les considérations d'Antoine Delenda offrent une vue très neuve sur des aspects encore mal connus de l'occupation nazie. Grand blessé de la guerre de 14-18, Antoine Delenda est un incontestable résistant moral de l'intérieur, puisque nous n'avons pas les éléments qui permettraient d'en savoir davantage.

E.L.L.

INTRODUCTION
PAR PHILIPPE DE SAINT ROBERT

Quelle part avait-elle pris, cette année,
Dans le drame de la guerre ? La pire.
Jean Dutourd
Les Taxis de la Marne

Je n'ai pas connu Antoine Delenda, décédé subitement en 1943, ou plutôt je n'en ai qu'un souvenir d'enfant, celui d'un homme dont le bras droit était infirme et qui se servait avec une extraordinaire habileté de son bras gauche. Ses liens avec ma famille remontent à la guerre de 14-18, et n'ont pas cessé. Mon arrière grand'mère (1864-1956), Mme Dufour-Lambilliotte, fut ce qu'on appelait « infirmière libre » pendant la Grande Guerre, et c'est à ce titre qu'elle soigna et aida Antoine Delenda lorsqu'il fut grièvement blessé, le 22 août 1914[1]. Ma grand'mère avait un don magnétique particulier qui, au moyen de « vibrations », soulageait les douleurs. J'ai retrouvé dans ses papiers un dernier témoignage de leur fidèle amitié dans une lettre qu'Antoine Delenda lui adressait de Saint-Gaudens, à Pruniers (Indre), le 16 octobre 1942 : il y donnait des nouvelles de sa famille, aussi je n'en retiens que le dernier paragraphe : « Quant à l'avenir, je le vois rosir de jour en jour. Courage, les beaux jours approchent, croyez-moi, et viendront plus vite que l'on ne le croit communément. »

Diplomate de carrière, Antoine Delenda avait passé le grand concours des Affaires étrangères en 1920 et occupé de nombreux postes, notamment en Syrie et au Liban, où il est consul général en 1936. Il décrit dans les Cahiers que l'on lira la longue marche des autorités de la défaite jusqu'à Vichy. Nommé ministre plénipotentiaire en 1939, il occupe les fonctions de sous-directeur des relations commerciales, et de directeur adjoint des services du blocus, sous l'autorité du comte de La Baume ; c'est dans ce poste qu'il décédera d'une angine de poitrine, le 30 octobre

1. Son frère cadet, Pierre, adjudant au 418e RI (Croix de guerre, 3 citations, médaille militaire, légion d'honneur) sera tué au chemin des Dames le 19 avril 1917 dans des circonstances particulièrement dramatiques et son corps, comme tant d'autres, ne sera jamais retrouvé.

1943, à Vichy. Pierre Laval prononcera un éloge, non sans souligner qu'ils « n'avaient pas les mêmes idées ». Claude Rochat, alors secrétaire général du Quai d'Orsay en exil, déclarera pour sa part : « Nous avons perdu notre meilleur négociateur. » Sa mort prématurée (il allait avoir 55 ans) ayant été la conséquence des blessures reçues en 1914, il fut déclaré « mort pour la France » et ses enfants faits « pupilles de la nation ».

Les Cahiers que nous publions, et qui ont dû être abrégés, dormaient depuis soixante-sept ans dans les archives de la famille, jusqu'à ce que Gérard Delenda, son fils, s'attache à les décrypter. Ils retracent le parcours d'un homme qui n'a, dès le premier jour, jamais désespéré de la France. Il n'est pas seulement anti-allemand – il y en avait quelques-uns à Vichy – mais, on le verra, totalement opposé à la politique de collaboration, cautionnée à Montoire par le Maréchal, qu'incarnaient Laval et Darlan, dont il note les trahisons au jour le jour, au même titre que la violation quotidienne par les Allemands des conditions de l'armistice. Ces Cahiers sont une mine de renseignements que les nostalgiques de Vichy – il y en a encore – pourraient utilement étudier. On notera que, si pendant les premiers mois qui suivent l'armistice, Antoine Delenda a, à l'égard du maréchal Pétain, le respect qu'avaient pour lui tous les rescapés de la Grande Guerre, il ne tarde pas à se désabuser en soupçonnant d'abord, d'après une réflexion courante, les « entourages », puis en concluant à une coupable irresponsabilité.

La description de la défaite et de l'exode qu'elle entraîne met en cause les conditions dans lesquelles le maréchal Pétain a imprudemment engagé les préliminaires de l'armistice. Dans son ouvrage *L'armistice de 1940, histoire d'une faute tragique*[2], Jacques Bourdu le démontre : « Le 17 juin, Pétain s'adresse au pays par un appel émouvant et maladroit. Les conséquences seront dramatiques. Après avoir exprimé sa compassion et sa sollicitude pour l'armée et pour les réfugiés de l'exode (...), il ajoute : "C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat..." Les Allemands profitent tout de suite de cette déclaration, en utilisant tous les moyens de la propagande pour faire croire que la guerre est finie. Immédiatement, après un tel appel et l'annonce de cesser le combat, la retraite qui s'effectuait à peu près en ordre se transforme en débandade. L'esprit de reddition devient général. L'armée n'est plus en état de combattre et l'exode des populations civiles empêche toute manœuvre sérieuse. La moitié de nos soldats qui seront faits prisonniers le seront après le 17 juin. »

Lorsque le 16 juin, le maréchal Pétain devient président du Conseil à la place de Paul Reynaud « incapable d'imposer son autorité face au prestige des militaires auréolés d'une gloire passée » (Bourdu), le nouveau ministère comporte tous les ministres qui s'étaient opposés à Paul Rey-

2. Jacques Bourdu, *L'armistice de 1940, histoire d'une faute tragique – d'une guerre mal conduite à une soumission déshonorante*, François-Xavier de Guibert, 2007.

naud, auxquels s'ajoutent Weygand, Darlan, Baudoin et Alibert, tous partisans de la capitulation, Laval ne les rejoignant que le 23 juin, après la signature de l'armistice ; c'est lui qui va s'employer à changer le régime républicain en « État français ». L'armistice serait en fait un véritable *diktat*, inspiré pour les Allemands de ce qu'ils pensaient avoir subi par le traité de Versailles. On verra, au jour le jour, qu'ils n'en respecteront pas les clauses, à commencer par la mainmise sur l'Alsace Lorraine, en réalité une quasi-ré-annexion. Laval trouva cela tout naturel, et Vichy ne protesta même pas. Vichy ne proteste jamais – pour « ne pas mécontenter. »

S'il y avait beaucoup de collaborateurs à Vichy – les uns par idéologie, les autres par lâcheté – on voit ici qu'il n'y avait pas que cela. Quel fut le rôle exact d'Antoine Delenda eu égard aux mouvements de résistance dont il partageait les espoirs, comme tout l'indique dans ces Cahiers ? Nous n'avons qu'un témoignage indirect, celui du colonel Paul Paillole qui, en 1983, après avoir consulté les Cahiers, écrivit à Jean-François Delenda, le fils cadet d'Antoine Delenda : « Bien que je n'ai pas eu de contacts personnels avec votre père, je savais par mes camarades des SR (les généraux Perruche et Ronin, notamment) qu'il était – avec la future Mme Bidault [Susy Borel, qui connaissait l'existence de ces Cahiers] – l'une des rares personnalités des Affaires étrangères sur lesquelles nous pouvions nous appuyer et qui faisaient bénéficier nos services de leurs possibilités d'information. Son concours nous fut particulièrement précieux de juillet 1940 à novembre 1942. Je regrette de ne pouvoir vous donner plus de détails sur l'action patriotique de M. Delenda. Vous pouvez en être fier. »

P.S.R.

PROLOGUE

29 juin 1940

Ce matin, nous quittons Bordeaux. Le président de la République, le Maréchal, les ministres, les administrations. Destination : Clermont-Ferrand pour le Président et les ministres, La Bourboule pour les « échelons légers » des ministères, Brive pour les « échelons lourds ».

Départ en caravane, groupes de cinq à six voitures, groupes de camions. Nous passons le pont sur la Gironde en doublant une colonne allemande : voitures avec mitrailleuses doubles contre-avions, pelotons cyclistes. Hommes jeunes, bien équipés. Ils ne nous regardent pas. À la sortie du pont, plusieurs soldats allemands en cantonnement. Beaucoup ont en mains des appareils photographiques et prennent des vues de notre colonne.

Nous filons vers Libourne. À tous les carrefours, des soldats allemands font la police de la route. Ils ont en main un petit disque rouge et blanc au bout d'un manche en fer. De temps en temps, des gendarmes français, quelques-uns en même temps que les Allemands.

L'ordre sur la route est parfait. Nous passons Libourne puis arrivons à Montpon où finit l'occupation. À partir de ce moment, ce qui frappe le plus c'est le nombre des soldats français en cantonnement. Il s'agit sans doute de gens des dépôts qui n'ont jamais été en ligne. Débraillés pour la plupart, couchés dans les prés ou attablés dans les cafés. Combien de milliers de soldats ainsi inutilisés qui auraient pu se battre si on les avait armés et, surtout, si les cadres s'étaient montrés à la hauteur.

Sur la route, on retrouve la pagaille. Les autos se doublent sans cesse et il s'ensuit des embouteillages continuels.

À partir de Brive, le nombre des autos et surtout des camions accidentés est effrayant. Nous en comptons plus de trente jusqu'à La Bourboule.

Arrivée à La Bourboule vers 15 h 30. Le cantonnement n'est pas fait. C'est la foire d'empoigne pour avoir une chambre, on n'a pas évacué la population civile à laquelle se mêlent beaucoup de Belges. Certains hôtels sont fermés. Finalement, tout le monde se case plus ou moins. Certains vont au Mont-Dore. Le ministre et le cabinet sont à Clermont-Ferrand. Cela va être facile pour travailler.

30 juin 1940

[...] Les nouvelles sont rares et contradictoires. Il semble que l'on ne restera pas ici. On parle de Clermont, de Vichy (dont le Maréchal ne voulait pas à Bordeaux), de Lyon même. On annonce que l'on négocie avec les Allemands pour le retour du Gouvernement à Paris. Il est certain, toutefois, que les Allemands continueront à occuper Paris, ce qui rend difficile notre retour.

Arrivée du corps diplomatique : Bullitt est du nombre et revient de Paris. Son chauffeur est très entouré. On lui demande des nouvelles de Paris. La ville est calme. Les gens y reviennent peu à peu. Les Allemands envoient des camions pour ramener ceux qui reviennent à pied par la route. On ne trouve plus d'essence. Les grands magasins sont rouverts ainsi que quelques magasins d'alimentation comme *Maggi*, *Primistères*. Les Allemands sont très corrects et polis mais le couvre-feu est à 21 h et personne ne peut plus être dans les rues après 21 h et jusqu'à 5 h du matin. Dans les rues, on ne marche dans chaque sens que sur un trottoir. Le drapeau à la croix gammée flotte notamment sur le ministère de la Marine, sur la Chambre des députés, sur le ministère des A.E., au Grand Palais et sur certains hôtels, rue de Rivoli notamment. Seuls les services et les officiers sont installés à Paris. Les soldats sont cantonnés hors Paris. Ils viennent visiter Paris en cars. Hitler a visité le tombeau de Napoléon. Une garde d'honneur veille sur le tombeau du soldat inconnu. Le métro marche. On voit beaucoup de bicyclettes dans les rues.

Décidément, il paraît que l'on va à Vichy, tout le monde. On sent un avachissement général. L'armée a lâché, faute de cadres solides et courageux. Aucun sursaut, nulle part. Le moral des soldats n'était pas mauvais mais les cadres, officiers comme sous-officiers n'ont rien valu sauf de rares exceptions. Viau de La Garde nous raconte l'épisode suivant. Élève officier de réserve à Fontenay-le-Comte. Ils étaient 1 800. Les Allemands étaient à 40 km. Leur colonel décida la résistance. Tous ces jeunes gens gonflés à bloc mirent la ville en état de défense. Ils disposaient de 6 mitrailleuses et de 4 fusils mitrailleurs par compagnie. Des aviateurs avaient 24 appareils *Morane* et *Potez*. La Garde tombe malade et est évacué. Quelques jours après, il rencontre à Bordeaux un de ses camarades de Fontenay-le-Comte qui lui raconte ce qui s'est passé. On attendait les Allemands. Quand ces derniers furent à 20 km, ordre de repli fut donné. On abandonna tout le matériel ! La veille de ce jour, un *Heinkel* tout seul vint mitrailler la caserne. Aucun avion français ne sortit. Pourtant les aviateurs français paraissaient déterminés à se battre. Ils faisaient tous les jours des exercices de piqué, etc. Or, aucun ne songea à aller attaquer le *Heinkel*. Le soir, au mess, des E.O.R. leur reprochèrent leur conduite en leur faisant remarquer que, cette fois, ils pouvaient être 24 contre un. Les aviateurs répondirent qu'ils n'avaient pas eu d'ordre. Veulerie, lâcheté générale.

Il y a quelques jours, rencontrant un colonel d'aviation, je m'étonnais que dans les derniers jours précédant l'armistice et alors que les Allemands continuaient à bombarder nos villes, on n'ait signalé aucune action des nôtres. « Que voulez-vous » me répondit le colonel (Arbanin), « trois jours avant, on avait dit qu'on demanderait un armistice. Ils ne voulaient plus risquer leurs vies » ! Quand je pense qu'en 1918, les Allemands se sont défendus farouchement jusqu'au dernier jour. Pauvre France. Dans quel état notre sale politique l'a mise.

1er juillet 1940

On repart pour Vichy cet après-midi. C'est là que le gouvernement et tous les services se tiendront. Ce sera la quatrième capitale après le départ de Paris. Tours, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Vichy [...].

Arrivée à 7 h 1/2 p.m. à Vichy. Nous sommes installés à l'hôtel du Parc, un des palaces de Vichy. Là sont le président du Conseil, la plupart des ministres et les services importants des A.E.

L'atmosphère de Vichy est bien déprimante. Femmes en toilette, jeunes gens et jeunes filles aussi gais que si rien n'était changé. Les promenades regorgent de monde qui se prélasse et continue sa bonne petite vie. Les magasins regorgent de tout. On ne se prive pas ici. Cependant les Allemands n'ont quitté Vichy que cet après-midi et ils sont restés une quinzaine. On dirait vraiment que la catastrophe qui a frappé la France ne regarde pas les gens de Vichy.

2 juillet 1940

L'antichambre de l'hôtel est sans cesse plein de gens qui viennent aux nouvelles et qui, surtout, tiennent à approcher des puissants du jour. On revoit les mêmes têtes vues dans toutes les antichambres des ministres, tous les quémandeurs de places et de prébendes qui s'installent, pérorent, prennent des poses, saluent les nouvelles excellences. Rien n'est donc changé en France ? La foule est veule. On la dirait même satisfaite. Enfin, le cauchemar est fini, semblent penser les gens. On va pouvoir revivre, reprendre ses petites habitudes, etc. Effrayant. Nous essayons avec des fonctionnaires d'autres ministères de faire le point, de voir clair, de faire l'inventaire, de supporter l'avenir. Le ravitaillement prochain de la France s'annonce très difficile. Il faudrait se restreindre, apprendre à se priver, à vivre au ralenti [...].

PREMIÈRE PARTIE

1940

3 juillet 1940

Les palabres continuent dans les couloirs. On parle de réforme de la constitution. Mais ce sont les mêmes hommes qui n'ont rien appris, rien oublié qui se mettent sur les rangs. Tout à l'heure, dans les couloirs de l'hôtel, Joseph Paul-Boncour se trémoussait : « Que fait le gouvernement ? Alors qu'il y a ici des hommes de gouvernement, comment ne fait-il pas appel à leur concours ? » C'est insensé. Les plus grands responsables de la catastrophe, loin de se faire oublier, pensent encore à profiter de l'événement pour retrouver un portefeuille, une place, une prébende.

Réunion chez Bouthillier, ministre des Finances. On y parle du problème du ravitaillement en essence que nous avons déjà étudié hier en commission interministérielle. Tout le monde veut s'occuper de tout. Pagaille. Un grave problème est celui du retour des évacués. Comme les trains ne marchent pas, il s'agit de fournir de l'essence à toutes les autos d'évacués pour rentrer chez eux en pays occupé. Dans la zone non occupée, il reste 300 000 tonnes d'essence, deux mois et demi de consommation. Le retour des réfugiés peut exiger 100 000 tonnes, C'est grave, surtout que nous ne sommes pas sûrs d'obtenir des Anglais des possibilités de ravitaillement. Et pourtant, si l'on veut que la vie économique reprenne et surtout qu'il n'y ait pas de révolution, il faut assurer le retour chez eux de tout le monde.

Il faut donc réussir la négociation avec l'Angleterre. Mais une menace pèse sur nous à ce propos. Pour exécuter les conditions de l'armistice, on a donné l'ordre à la flotte française, réunie à Alexandrie, de rallier nos ports. Les Anglais ne veulent pas la laisser sortir. Ordre est donné d'enfreindre cette défense. Les Anglais vont-ils tirer sur nos bateaux ? Pourquoi ne pas la faire simplement désarmer à Alexandrie, faire l'effort demandé par les Allemands jusqu'à la limite de l'odieux et de l'absurde. Les Allemands, sans doute, ne demandent que cela, la guerre entre la France et l'Angleterre, provoquée par un incident naval. Ne vaut-il pas mieux choisir de se déclarer dans l'impossibilité de livrer une flotte prisonnière en fait, quitte à se voir imposer autre chose par les Allemands ?

Le pays comprendra difficilement que le gouvernement qui manque de courage et d'énergie se soit mis dans la situation de provoquer une guerre

avec nos anciens alliés. Et qu'y gagnerons-nous ? Croit-on que les Allemands réduiront pour cela leurs prétentions s'ils écrasent l'Angleterre ? Et si c'est cette dernière qui l'emporte ? Et si même la paix est une paix de compromis sans défaite ? N'est-il pas à craindre que ce soit sur notre dos que la paix se fasse ? Nous aurons tout perdu, même l'honneur et l'estime du monde civilisé, et nous serons dépecés et réduits au rôle d'une petite nation, ce que nous sommes devenus en fait par la veulerie générale.

Quel avenir en perspective ? Il y a malheureusement un fort parti anti-anglais. L'État-major en premier lieu qui évidemment a certaines raisons d'en vouloir aux Anglais qui n'ont pas donné l'aide nécessaire. Mais surtout l'État-major, le grand responsable de la défaite, voudrait bien couvrir sa faute en la rejetant sur d'autres. Or, s'il est exact que l'Angleterre n'a pas fourni l'aide militaire suffisante, la faute en est d'abord à nos gouvernants qui n'ont pas su imposer à Londres la conscription, dès septembre 1938, lorsqu'il fut avéré que l'on devait se préparer à une guerre et que, en tout cas, on ne laisserait plus l'Allemagne attaquer ses voisins. Au surplus, l'armée anglaise ne voulait pas aller en Belgique comme on l'a fait. Elle a obéi au général en chef, mais contre son gré. L'incompétence de Gamelin démontrée par la trouée sur Sedan et la prise à revers de notre dispositif abandonné a donné, *trop tard*, raison aux généraux anglais.

Il est certain que si l'Angleterre nous avait envoyé la plupart de ses avions et celles de ses divisions qui étaient instruites et équipées, l'Allemand aurait pu être arrêté quelque part. Malheureusement, *personne* n'a cru l'arrêt, le sursaut possible et surtout personne à l'État-major, dans les hauts cadres du commandement. Au lieu d'avoir foi en la victoire, de la vouloir, l'État-major, les généraux ont perdu tout espoir dès le 16 mai. Pourquoi, dans ces conditions, en vouloir aux Anglais qui, devant cette attitude de nos chefs, ne pouvaient eux plus croire en l'armée française et à son haut commandement. Les Anglais ont certes là commis une erreur, mais elle était excusable et elle a été justifiée puisque jamais il ne s'est trouvé, en France, un chef pour rallier les troupes, les accrocher quelque part, les faire tuer sur place plutôt que de reculer.

L'État-major de la Marine, lui aussi, est actuellement anglophobe. Darlan a dit que les marins français ne demanderaient pas mieux que de se battre contre les Anglais. Que s'est-il passé ? Ici, les détails ne sont pas connus. Comme aux Dardanelles en 1915, les Anglais ont fait preuve, dans diverses circonstances, de leur égoïsme foncier. En Norvège, notamment, il s'est passé certains incidents paraît-il. Les Anglais n'ont pas hésité à faire sacrifier nos bateaux pour garder les leurs. C'est eux qui commandaient sur mer. À Dunkerque, l'armée anglaise s'est presque toute sauvée grâce au sacrifice de l'armée française. Là aussi, la marine française a subi l'égoïsme anglais.

Certains hommes politiques aussi ont conservé leur anglophobie faite souvent de déboires personnels. Laval ne pardonne pas l'échec de son

accord Laval-Hoare. Bonnet ne pardonne pas les sarcasmes anglais contre sa politique munichoise. Ces gens qui, pour la plupart sont irresponsables, poussent le gouvernement contre l'Angleterre pour assouvir leur vengeance. Or, Laval agit comme le futur président du Conseil et Bonnet vient d'arriver à Vichy.

Ces gens ne se rendent pas compte qu'ils vont aller à l'encontre du sentiment public. Les Anglais, certes, n'ont pas su se faire aimer en France mais ils sont restés, pour la masse, nos alliés, et la plupart des Français espèrent encore en leur victoire pour nous sauver. Si on en fait des ennemis, nous aurons définitivement tout perdu même s'ils sont vaincus, car c'est sur la France et son empire que tout le monde se paiera.

Une autre gigantesque erreur est en train de se préparer. Tout le monde est d'accord pour comprendre que le régime a fait faillite, qu'il faut changer de méthode. Or, les mêmes hommes politiques sont en train de préparer une modification de la Constitution dans le sens d'un régime autoritaire qui s'apparenterait singulièrement au fascisme. L'ambassadeur d'Amérique, très au courant de ces projets, a déjà fait toutes réserves sur l'accueil qui serait fait aux États-Unis à une pareille modification de notre structure.

Comment ne pas comprendre qu'alors que nous avons défini nos buts de guerre : luttes contre des régimes de force, exclusifs de toute liberté, luttes des démocraties contre la tyrannie et la barbarie, nous nous mettrions dans la position de gens qui avoueraient s'être trompés et avoir fait la guerre pour rien. Et comment le peuple français comprendra-t-il ? Acceptera-t-il cette évolution si contraire à notre esprit et qui nous aliénera l'Amérique après l'Angleterre. Comment tout cela finira-t-il ? Tout cela, hélas est à base d'intérêts personnels. Les hommes politiques en place ou ceux qui s'y poussent veulent pouvoir durer. Alors il n'y a qu'à supprimer ou réduire le Parlement à une espèce de chambre de corporations devant laquelle on n'est plus responsable.

4 juillet 1940

Catastrophe. Attaque de Mers el-Kébir par la flotte anglaise. Le *Dunkerque* incendié, 2 cuirassés coulés. Le *Strasbourg* a pu s'enfuir, endommagé. La flotte française à Alexandrie aurait été coulée elle aussi (plus tard nous avons appris qu'heureusement il n'en était rien. Elle est simplement immobilisée). Ce que je craignais s'est donc produit. Toutefois, il y a là de la part des Anglais quelque chose que l'on ne comprend pas. Outre la lâcheté, du point de vue militaire, d'attaquer une flotte sans défense, il y a une incompréhension bizarre de la situation. Nos bateaux étaient hors de la portée des Allemands et des Italiens, et nous avions déclaré solennellement aux Anglais que nous ne les livrerions pas. D'autre part, les Allemands comme les Italiens ont solennellement déclaré qu'ils ne nous les demanderaient jamais pour lutter contre l'Angleterre. Celle-ci pouvait

avoir des raisons de se méfier des engagements allemands mais pas des nôtres. Si même l'Allemagne, à un moment donné, nous avait sommé de livrer notre flotte, nous aurions toujours pu la saborder dans nos ports.

Il n'empêche que tout ce qui s'est passé est le résultat de notre politique anti-anglaise faite surtout de l'animosité, des rancunes personnelles de l'Amirauté française. Il est probable que l'attitude de notre Amirauté, les ordres donnés à notre escadre d'Alexandrie, le refus de l'Amirauté de plaider devant les Allemands l'impossibilité de faire rallier nos ports à cette escadre, ont donné aux Anglais le soupçon d'une volte-face française qui eut entraîné dans l'avenir une entente franco-allemande pour utiliser notre flotte contre l'Angleterre. On peut croire cela quand on entend les réflexions des marins qui exultent.

En tout cas, victimes de l'agression anglaise, nous aurions dû la subir simplement pour laisser à l'Angleterre tout l'odieux de son acte. La riposte de l'Amirauté et surtout l'ordre donné par elle aux navires français d'arraisonner ou de couler les bateaux anglais est une véritable déclaration de guerre. Elle est ridicule parce que, pratiquement, nos navires ne naviguent plus. Cela ressemble au discours de Strasbourg en 1936. En outre, cette riposte, en nous mettant en guerre avec l'Angleterre, justifie l'arraisonnement et la capture de nos navires par l'Angleterre, d'où plus de ravitaillement possible de la France. Il ne fallait pas rompre avec l'Angleterre. Ce qui est à craindre maintenant que nous avons réussi à faire le jeu de l'Allemagne, qui n'a cessé d'essayer de nous brouiller avec l'Angleterre, ce qui est à craindre c'est une paix de compromis. L'Angleterre n'a plus de ménagement à avoir pour la France. On peut donc s'arranger sur notre dos et, en particulier, avec nos colonies que nous ne pouvons désormais plus défendre.

Le conseil des ministres est en réunion. Il va chercher à tirer quelque chose des événements. Sans doute va-t-on agiter l'idée d'une entente avec l'Allemagne contre l'Angleterre et monnayer notre appui contre la dernière démocratie d'Europe. On parle d'obtenir l'évacuation de Paris. Marché d'esclaves. Nous deviendrons un protectorat du Reich et nous aurons perdu l'honneur. Le comble c'est que ce seront les militaires et les marins qui nous auront amené là et qui continuent de déshonorer la France.

Vu Lafond, échappé de l'armée de l'Est après d'invraisemblables aventures. Il nous dit que cette armée a capitulé devant des uhlans. On ne s'est battu presque nulle part. De Gaulle, dans ses émissions, déclare que l'armée française a fait montre de la plus grande lâcheté. Les Allemands ripostent en déclarant, au contraire, que leurs adversaires se sont battus comme des lions. Ce qui paraît vrai, hélas, sauf quelques rares exceptions, c'est ce que dit de Gaulle. Quant aux Allemands, ils ont intérêt à magnifier leur succès en surestimant l'armée française. Ils cherchent aussi à amadouer l'opinion française pour mieux nous posséder. On verra après s'ils arrivent à battre l'Angleterre ou à faire une paix de compromis avec elle. C'est nous qui paierons tout.

Les Allemands commencent à publier des documents secrets trouvés chez nous. Il ressort de ce qu'ils ont commencé à donner, qu'ils ont pu s'emparer des procès-verbaux du comité de guerre. C'est un des trains d'archives du G.Q.G. qu'ils ont pu prendre. Cela a été confirmé par de Croy qui savait qu'un des trains était parti trop tard. Cela caractérise cette campagne. Même le G.Q.G. a dû s'enfuir devant l'avance allemande. En tout cas, une des premières choses à détruire devait être ces procès-verbaux et, quitte à les jeter dans la chaudière de la locomotive, on aurait dû le faire. Nous avons, quant à nous, brûlé des dossiers bien moins secrets ou compromettants.

Les Allemands ont annoncé qu'ils ont fait 1 900 000 prisonniers français dont 26 000 officiers et 6 généraux d'armée ! On peut parler après cela de l'héroïsme de nos troupes !

5 juillet 1940

Conversation avec Saint-Hardouin retour de Wiesbaden après avoir passé 3 semaines à Berne. Il nous parle des opérations des armées de l'Est, telles qu'il a pu les suivre de Suisse et par les récits des internés. Il n'y a pas eu de résistance sérieuse. Un corps d'armée, le 45e, n'ayant devant lui que quelques automitrailleuses, a reçu l'ordre de passer en Suisse. Des officiers de la mission militaire à Berne (12), au moment où l'on craignait en Suisse une offensive par la Suisse pour tourner la ligne Maginot, ont été renvoyés à Genève pour passer en France. Ils ont fait pression sur Péron (consul général à Genève) qui l'a répété à Saint-Hardouin pour obtenir un certificat déclarant l'impossibilité de rentrer en France. Ces messieurs, tous de l'active, préféraient rentrer en Suisse, ou plutôt y rester, que de risquer d'avoir à se battre en France.

Du haut en bas de l'échelle, les cadres ont fait montre de la plus grande lâcheté. Du côté de l'État-major, on a l'impression qu'on a voulu, sentant la partie compromise sinon perdue, prouver au pays que la catastrophe était inéluctable, qu'il n'y avait pas de résistance possible. C'est ce qui explique que l'armée de l'Est, 500 000 hommes avec du matériel, n'ait rien fait, ne serait-ce que pour sauver l'honneur. Quant aux officiers, ils ont lâché leurs troupes, ne pensant qu'à rejoindre leurs familles et à se mettre à l'abri avec elles. Les routes pleines de soldats en débandade mais sans panique voyaient passer des autos d'officiers avec des femmes et des bagages. C'est cela qui est lamentable, cet abandon des chefs. Quant aux soldats, leur moral est resté bon. S'ils avaient été commandés, on aurait résisté sans doute et au moins sauvé l'honneur. Bien des témoignages indiquent que les soldats ne demandaient souvent qu'à se battre [...].

L'équipe des anglophobes (Pétain, Laval, Bonnet, etc.) triomphe. Le général Weygand, plus intelligent, trouve, au contraire, que notre politique est maladroite et il juge sévèrement certaines parties des déclara-